



Changement à venir à la tête du Secrétariat de l'OMC

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Roberto Azevêdo, a annoncé son départ des commandes de l'organisation lors d'une réunion virtuelle des chefs de délégation tenue le 14 mai. Cette décision surprenante, qui prendra effet le 31 août, arrive un an avant la fin de son second mandat (septembre 2021) et au milieu d'un ralentissement économique causé par la pandémie du nouveau coronavirus, la COVID-19.

Plusieurs remettent en question le moment choisi par M. Azevêdo pour rendre cette décision, certains la qualifiant même de geste égoïste. Cependant, dans sa déclaration aux Membres, M. Azevêdo nie poursuivre des objectifs politiques, ajoutant que sa décision est plutôt personnelle – « une décision familiale » – et qu'elle « servira au mieux les intérêts de cette Organisation », a-t-il affirmé.

À ceux qui remettaient en question le moment de son annonce, étant donné les défis auxquels fait face l'organisation, M. Azevêdo a répondu que, contrairement à ce que les gens pensent, plus tôt un nouveau directeur général entrera en fonction, mieux ce sera. En effet, le processus de sélection habituel du directeur général dure de six à neuf mois et ne devait pas commencer avant décembre 2020.

Or, étant donné les pourparlers en cours sur la manière de réformer l'organisation, l'importance de la prochaine Conférence ministérielle (CM12) – qui devrait avoir lieu soit en juin 2021 ou en décembre 2021 – et le fait que la crise de la COVID-19 a considérablement ralenti les activités à Genève, le lancement du processus de sélection du nouveau directeur général cet été « perturbera moins les travaux [de préparation de la CM12] de l'OMC qu'il ne l'aurait fait dans les circonstances normales », a déclaré M. Azevêdo.

« Le processus de sélection détournerait notre attention des résultats souhaités [pour la CM12], ou pire, nuirait à

leur obtention. Au lieu de concentrer tous les efforts sur la recherche de compromis – sur la recherche de flexibilité et de concessions –, nous consacrerions un temps précieux à un processus chargé d'enjeux politiques qui s'est avéré être source de divisions dans le passé. »

« Si la Conférence ministérielle devait se tenir en milieu d'année, le processus de sélection coïnciderait avec la phase la plus intensive des préparatifs de la Conférence et compromettrait alors très probablement la planification et la tenue de la CM12. », a-t-il ajouté.

Bilan mixte

Durant ses six années de fonction, M. Azevêdo a réussi à conclure des accords de grande importance, dont l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), l'expansion de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) et l'élimination des subventions à l'exportation des produits agricoles lors de la CM10 à Nairobi.

Depuis l'arrivée du président Trump à la Maison-Blanche, le travail à l'OMC est devenu beaucoup plus difficile, principalement en raison des différends entre les États-Unis et la Chine, particulièrement en ce qui concerne le statut de pays en développement de cette dernière et l'objectif des États-Unis de réformer entièrement l'organisation. Les États-Unis accusent depuis longtemps l'OMC de favoriser la Chine et, dernièrement, la question est devenue très politique.

« Alors que les Membres commencent à définir le programme de travail de l'OMC pour faire face aux nouvelles réalités de l'après-COVID, ils devraient le faire avec un nouveau directeur général », a indiqué M. Azevêdo aux Membres. Autrement dit, la personne qui le remplacera devrait être un politicien plutôt qu'un diplomate comme lui, afin d'être en mesure de gérer les aspects politiques des défis actuels, ont souligné les observateurs commerciaux à Genève.

Cela étant dit, le représentant pour le commerce des États-Unis, Robert Lighthizer, a néanmoins publié une déclaration dans laquelle il remercie M. Azevêdo « pour son service exemplaire ».

« Malgré les nombreuses lacunes de l'OMC, Roberto a dirigé l'institution avec grâce et de main ferme. Il sera difficile à remplacer », a déclaré M. Lighthizer, ajoutant que son pays souhaite participer au processus de sélection du nouveau directeur général dans les mois à venir.

Qui remplacera M. Azevêdo?

Les Membres espèrent nommer un nouveau directeur général d'ici le 1^{er} septembre afin de diriger rapidement les efforts sur les enjeux (c.-à-d. la réforme de l'Organe d'appel et de l'OMC et les préparations pour la CM12). Pour ce faire, ils ont convenu de passer en entrevue les candidats – soit en personne ou virtuellement – lors d'une réunion extraordinaire du Conseil général qui se tiendra le 13 juillet, après une fenêtre d'un mois pour le dépôt des candidatures (du 8 juin au 8 juillet 2020). Cela étant dit, les délégués demeurent prêts à réviser le processus en fonction du nombre de candidats qui postuleront.

Habituellement, ce processus, dans le cadre duquel les candidats sont invités à interagir avec l'ensemble des Membres en se présentant et en détaillant leur vision pour l'organisation, s'étend sur environ trois mois. Cependant, si les Membres suivent le processus habituel, la troisième phase – lors de laquelle la troïka (présidents du Conseil général, de l'Organe de règlement des différends et de l'Organe d'examen des politiques commerciales) rencontre individuellement les Membres ou des groupes de Membres pour évaluer à qui ils accordent leur soutien et le candidat qui obtient le plus d'appui – ne commencerait pas avant octobre. En d'autres termes, il n'y a d'autre choix que d'accélérer le processus.

Si tout se déroule comme prévu, d'ici la pause estivale (c.-à-d. août), les Membres devraient parvenir à un consensus quant à la personne qu'ils souhaitent avoir comme prochain directeur général. Or, si les délégués ne parviennent pas à s'entendre sur un candidat, l'un des directeurs généraux adjoints actuels sera nommé directeur général par intérim. Par contre, la manière dont ce dernier serait sélectionné reste à déterminer.

Plusieurs noms de candidats potentiels pour remplacer M. Azevêdo ont déjà surgi. Il s'agit, en date du 1^{er} juin, de :

- Abdel-Hamid Mamdouh : ancien directeur de la Division du commerce des services et de l'investissement de l'OMC ayant la double nationalité suisse et égyptienne

- Eloi Laourou : ambassadeur actuel du Bénin auprès de l'OMC et représentant permanent du Bénin auprès de l'ONU à Genève
- Yonov Frederick Agah : ancien ambassadeur nigérien auprès de l'OMC qui est actuellement l'un des quatre directeurs généraux adjoints et qui pourrait être nommé directeur général par intérim en attendant la décision des Membres
- Amina Mohamed : ministre kenyane ayant occupé des postes clés au sein d'organismes des Nations Unies, dont la présidence du Conseil général de l'OMC
- Tim Groser : ancien ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande et ambassadeur à Washington
- Sigrid Kaag : ministre du Commerce actuelle des Pays-Bas
- Peter Mandelson : politicien britannique et ancien commissaire au Commerce de l'UE
- Arancha Gonzalez : ministre des Affaires étrangères de l'Espagne et ancienne directrice générale du Centre du commerce international ayant également occupé le poste de cheffe de cabinet de Pascal Lamy, alors directeur général de l'OMC, entre 2005 et 2013

Autre départ : celui du président des négociations sur l'agriculture

Après deux ans à la tête du groupe de négociation sur l'agriculture, l'ambassadeur John Deep Ford (Guyana), a lui aussi annoncé, lors de la rencontre virtuelle du groupe de négociation du 25 mai, qu'il quitterait ses fonctions de président le 30 juin.

M. Ford a indiqué que « le Guyana s'était engagé à présider les négociations sur l'agriculture jusqu'à la douzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM12), qui devait avoir lieu à Nur-Soultan, au Kazakhstan, en juin 2020 », mais qui a été reportée d'au moins un an en raison de la pandémie de COVID-19. Cependant, sa décision de se retirer concerne plutôt la politique interne du Guyana et le blocage des élections de mars, dont les résultats sont en suspens.

L'ambiguïté de l'environnement politique dans son pays a affecté ses fonctions à Genève. Ces dernières devaient prendre fin, mais comme le gouvernement n'est pas fonctionnel, personne n'a pu décider si son mandat devrait être prolongé ou non.

Prochaines étapes

M. Ford a affirmé que puisque sa période d'affectation arrive à sa fin, « il est important que le prochain président établisse un nouveau mode de fonctionnement, en tenant compte des impacts de la COVID-19 et de la période prolongée des négociations. »

Plusieurs s'attendent à ce qu'il publie une nouvelle version de son document exposant les options avant son départ. La prochaine personne à occuper la présidence pourrait choisir de poursuivre le travail en se fondant sur son document ou de simplement reprendre à zéro à partir des nouvelles priorités que les Membres détermineront à la lumière de la crise du coronavirus.

Peu importe ce qu'il adviendra, ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'OMC, a indiqué un représentant officiel du commerce. M. Ford a au moins réussi à pousser les Membres à essayer de s'entendre sur certains enjeux de la CM12, malgré la guerre commerciale qui sévit entre les États-Unis et la Chine, le blocage de l'Organe d'appel et d'autres incertitudes concernant l'OMC, sans mentionner sa fonction de négociation. Très énergique et hautement respecté, il a joui d'une assez bonne réputation durant les deux années de son mandat de président de l'un des plus importants groupes de négociation de l'OMC.

Un processus hybride à tester en agriculture

M. Ford a néanmoins interrogé les Membres sur la voie à suivre en ce qui a trait aux négociations en agriculture lors de la réunion virtuelle du 25 mai. La plupart des délégations ont souligné les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur leur économie en général et leur secteur agricole plus particulièrement. Ainsi, elles demandent à ce que les mesures mises en place contre la pandémie ne nuisent pas à la circulation mondiale des aliments afin de garantir l'accès à des aliments sains et en quantité nécessaire dans un marché prévisible et libéral.

Lors de la réunion, la Chine s'est dite prête à négocier de nouvelles règles afin de garantir la sécurité des chaînes d'approvisionnement alimentaire pour accompagner de nouvelles disciplines sur le soutien interne qui tiendraient compte du soutien interne par habitant.

Généralement parlant, les Membres ont appuyé la poursuite des réunions virtuelles, même si ce format ne peut remplacer les discussions en personne traditionnelles. Les États-Unis, quant à eux, ont souligné que même s'ils appuient la poursuite des discussions virtuelles, ils demeurent contre la poursuite des négociations jusqu'à ce que les réunions en personne aient entièrement repris.

D'autres ont appelé à un format hybride qui combinerait des rencontres virtuelles, des évaluations écrites et des rencontres en petits groupes lorsque possible.

Genève en bref est publié une fois par mois par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada, les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada et les Producteurs d'œufs du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement en matière d'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, producteursdepoulet.ca, producteursdoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

